

LA NOUVELLE NORME INTERNATIONALE SUR L'ECHANGE AUTOMATIQUE DE RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX COMPTES FINANCIERS EN MATIERE FISCALE

Jeudi 19 mai 2016

Philip Kerfs
Chef d'Unité de Coopération Internationale
OCDE





Contexte et chronologie

La NCD: principes et éléments constitutifs

Les engagements des juridictions pour mettre en œuvre la NCD

La mise en œuvre de la NCD

Processus d'engagement et de revue, élaboré par le Forum Mondial

Mesurer l'impact the la NCD

Q&A



Contexte et chronologie

Sommet du G20, Saint-Pétersbourg, Septembre 2013

Soutien des travaux de l'OECD/G20 concernant:

- Présentation de la NCD en février 2014; et
- Finalisation des modalités techniques pour mi-2014



Appel à l'OCDE, au Forum Mondial et aux autres acteurs d'assurer que les pays de développement puissent profiter de la NCD (assistance technique)



Contexte et chronologie

Février 2014: Approbation de la première partie de la NCD

par le G20

Septembre 2014: Approbation de la version intégrale de la

NCD par le G20 et engagement de

commencer l'échange de renseignements en

2017 ou 2018

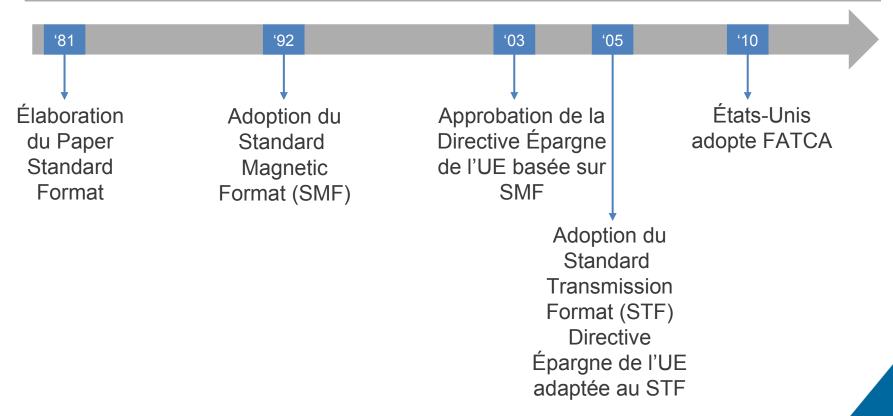
Novembre 2014: Présentation aux chefs de gouvernement du

G20

• 2015-2018: Mise en œuvre par les juridictions

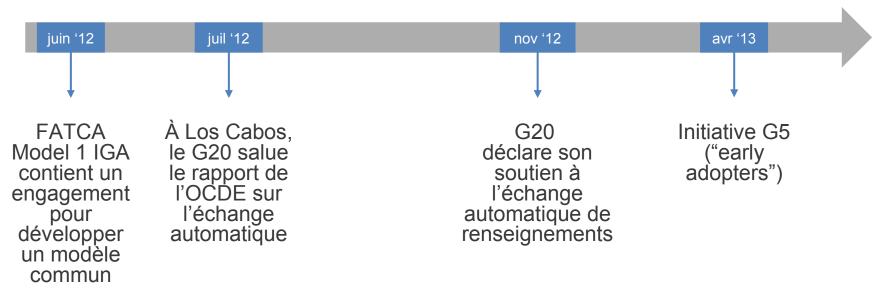


35 ans d'échange automatique en 3 slides Les premiers 20 ans



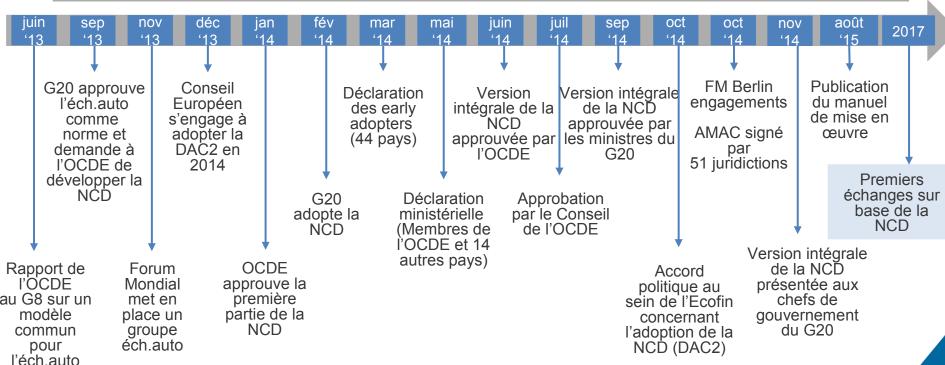


35 ans d'échange automatique en 3 slides La transition



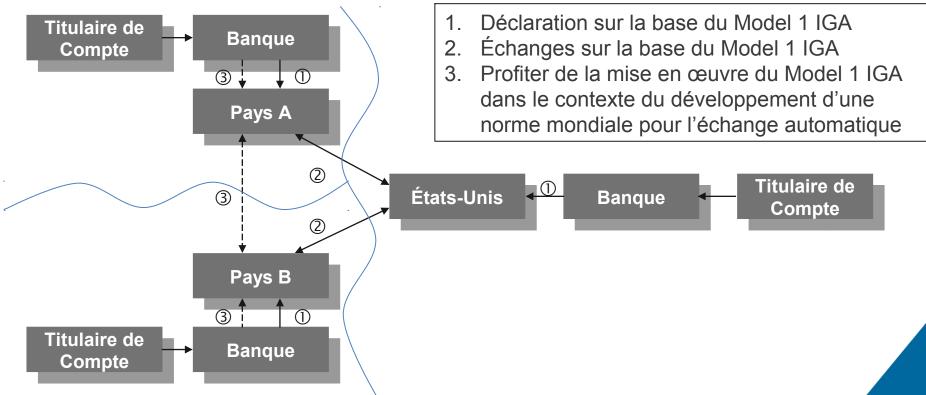


35 ans d'échange automatique en 3 slides Développement et mise en œuvre de la NCD





NCD, Principe de base: Profiter des synergies avec FATCA





La NDC: éléments constitutifs

- Définition des obligations déclaratives à imposer aux institutions financières et des procédures de diligence raisonnables à suivre (à intégrer en droit national).
- Modèles d'Accord entre Autorités Compétentes.
- Commentaires sur les Modèles AAC et sur la NCD.
- Solutions techniques.



NCD: Basée sur FATCA, la Directive Épargne et le GAFI afin d'établir une norme unique et de réduire les coûts

Informations échangées

- Données personnelles: nom, adresse, résidence fiscale, NIF
- Données financières: solde du compté, revenus d'investissement, produits de ventes des actifs financiers

Institutions financières soumises à déclaration

Banques, dépositaires, compagnies d'assurance, entités d'investissement (p.ex. certains organismes de placement collectif)

Titulaires de compte à déclarer

- Personnes physiques
 Entités (y compris les trusts et les fondations)
- Personnés détenant le Contrôle (i.e. bénéficiaires effectifs) des entités

Les procédures de diligence raisonnable

Distinction entre comptes préexistants/nouveaux comptes, personnes physiques/entités, faible valeur/valeur élevée



Les juridictions qui se sont engagées à mettre en œuvre la NCD

101 juridictions se sont engagées à la mise œuvre de la Norme Commune de Déclaration de l'OCDE:

JURISDICTIONS UNDERTAKING FIRST EXCHANGES BY 2017 (55)

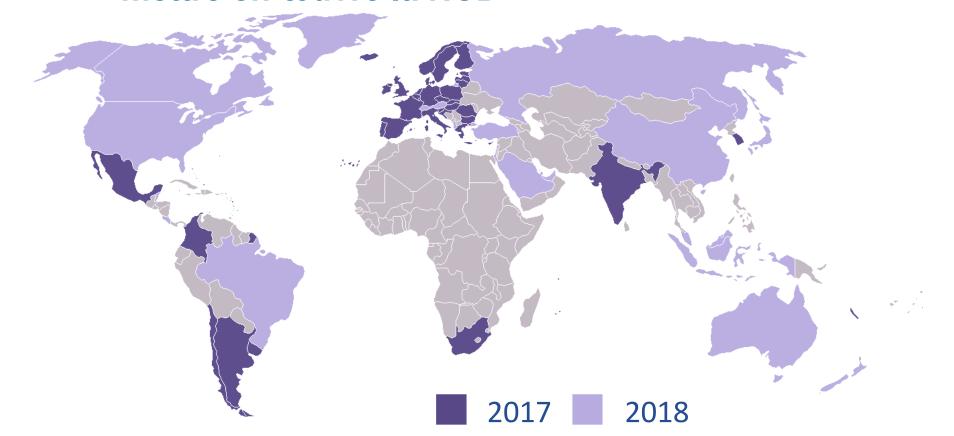
Anguilla, Argentina, Barbados, Belgium, Bermuda, British Virgin Islands, Bulgaria, Cayman Islands, Colombia, Croatia, Curaçao, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Dominica, Estonia, Faroe Islands, Finland, France, Germany, Gibraltar, Greece, Greenland, Guernsey, Hungary, Iceland, India, Ireland, Isle of Man, Italy, Jersey, Korea, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Mexico, Montserrat, Netherlands, Niue, Norway, Poland, Portugal, Romania, San Marino, Seychelles, Slovak Republic, Slovenia, South Africa, Spain, Sweden, Trinidad and Tobago, Turks and Caicos Islands, United Kingdom

JURISDICTIONS UNDERTAKING FIRST EXCHANGES BY 2018 (46)

Albania, Andorra, Antigua and Barbuda, Aruba, Australia, Austria, The Bahamas, Bahrain, Belize, Brazil, Brunei Darussalam, Canada, Chile, China, Cook Islands, Costa Rica, Ghana, Grenada, Hong Kong (China), Indonesia, Israel, Japan, Kuwait, Lebanon, Marshall Islands, Macao (China), Malaysia, Mauritius, Monaco, Nauru, New Zealand, Panama, Qatar, Russia, Saint Kitts and Nevis, Samoa, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Saudi Arabia, Singapore, Sint Maarten, Switzerland, Turkey, United Arab Emirates, Uruguay, Vanuatu



Les juridictions qui se sont engagées à mettre en œuvre la NCD





Mise en œuvre par les juridictions

- Transposition des règles de déclaration et de diligence raisonnable en droit interne.
- Choix de la base légale pour l'échange automatique de renseignements.
- Conclusion des Accords entre Autorités Compétentes.
- Protection de la confidentialité et des données personnelles.
- Utilisation efficace des renseignements.
- Mise en place du personnel administratif et de l'infrastructure informatique nécessaire.
- Développement des systèmes de transmission sécurisés, efficaces et standardisés.
- Analyse des résultats.



Mise en œuvre de la NCD Accord Multilatéral entre Autorités Compétentes

82 juridictions ont signé l'Accord Multilatéral entre Autorités Compétentes





NCD: travaux récents au sein de l'OCDE et du Forum Mondial

- Assistance concernant la mise en œuvre (« CRS Implementation Handbook », formations, assistance technique, portail web,).
- Clarifications afin de préserver l'intégrité et la cohérence de la NCD (mise à jour régulière d'une liste de FAQs,...).
- Mise en place d'un examen par les pairs au sein du Forum Mondial.
- Analyse de l'impact.

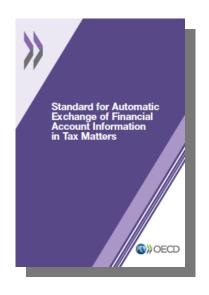


NCD: mesurer l'impact de l'échange automatique

- L'OCDE met en place le « Common Reporting Template » (CRT) pour recueillir un ensemble de données nécessaires afin d'évaluer les effets directs et indirects de l'échange automatique d'information:
 - Détermination de la magnitude de l'information échangée.
 - Quantification des résultats des contrôles de conformité mis en place suite à l'échange d'information.
 - Estimation de l'adaptation des comportements des contribuables.
 - Estimation des revenus futurs grâce à l'amélioration du civisme fiscal.



Questions & Commentaires







Philip.Kerfs@oecd.org